



Rembourser la dette, assurer le futur

CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif

(établi à Paris, France)

PROGRAMME D'ÉMISSIONS DE DETTE

de 130.000.000.000 euros

Ce document est publié en deux versions, française et anglaise, faisant également foi

Ce premier supplément (le « **Supplément** ») qui a obtenu le numéro d'approbation 25-420 le 3 novembre 2025 par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), complète et doit être lu conjointement avec le prospectus de base en date du 29 juillet 2025 qui a obtenu le numéro d'approbation 25-314 le 29 juillet 2025 par l'AMF (le « **Prospectus de Base** »), préparé par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (« **CADES** » ou l'« **Émetteur** ») et relatif à son Programme d'Émissions de Dette de 130.000.000.000 d'euros (le « **Programme** »). Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le Prospectus de Base tel que complété constitue un prospectus de base conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017, tel qu'il peut être modifié ponctuellement (le « **Règlement Prospectus** »). Le présent Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. L'approbation du présent Supplément a été demandée à l'AMF en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement Prospectus.

Le présent Supplément a été préparé dans le but (i) de mettre à jour la page de couverture et la section « *Description Générale du Programme* » pour refléter (a) la mise à jour de la notation de la dette à long terme de l'Émetteur par DBRS Ratings GmbH (Morningstar DBRS), par Fitch Ratings Ireland Limited et par Scope Ratings GmbH (Scope) et (b) la mise à jour de la dette à long terme et de la dette à court terme de l'Émetteur par S&P Global Ratings Europe Ltd, (ii) d'incorporer par référence les comptes semestriels non audités¹ de l'Émetteur au 30 juin 2025 et pour la période se terminant à cette date et (iii) de mettre à jour les avertissements et les sections « *Facteurs de Risques* », « *Documents Incorporés par Référence* » et « *Informations Générales* ».

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Supplément, il n'y a pas eu d'autre nouveau fait significatif, d'erreur ou d'inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base (y compris les informations incorporées par référence) qui soit significatif dans le cadre du Programme depuis la publication du Prospectus de Base et susceptible d'influencer l'évaluation des Titres. En cas d'incohérence entre (a) toute déclaration du présent Supplément et (b) toute autre déclaration du Prospectus de Base, les déclarations du présent Supplément prévaudront.

Des copies du Prospectus de Base et du présent Supplément seront disponibles, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, tous les jours de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés), pour consultation par les Titulaires de Titres aux bureaux désignés de l'Agent Financier et seront disponibles sans frais (i) sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et (ii) sur le site Internet de l'Émetteur (www.cades.fr).

Dans la mesure où cela est applicable et conformément à l'article 23.2 du Règlement Prospectus, les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter ou de souscrire des Titres à émettre dans le cadre du Programme avant que le Supplément ne soit publié ont le droit de retirer leur acceptation pendant trois jours ouvrables après la publication du présent Supplément, à condition que le fait nouveau significatif ou l'erreur ou inexactitude substantielle visé dans le présent Supplément soit survenu ou ait été constaté avant la clôture de l'offre ou la livraison des Titres, selon ce qui se produit en premier. Ce délai peut être prorogé par l'Émetteur. Ce droit de rétractation prend fin à la fermeture des bureaux le 6 novembre 2025. Les investisseurs peuvent contacter les Intermédiaires Financiers Autorisés s'ils souhaitent exercer le droit de retrait.

¹ Les comptes semestriels non audités de l'Émetteur ont fait l'objet d'un examen limité par Grand Thornton.

CONTENUS

MODIFICATION DE LA PAGE DE COUVERTURE DU PROSPECTUS DE BASE	3
MODIFICATION DES AVERTISSEMENTS.....	4
MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME	5
MODIFICATION DE LA SECTION FACTEURS DE RISQUES	6
MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE	7
MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GÉNÉRALES	17
PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT	18

MODIFICATION DE LA PAGE DE COUVERTURE DU PROSPECTUS DE BASE

Le cinquième paragraphe et le sixième paragraphe de la page de couverture de la version française du Prospectus de Base sont supprimés dans leur intégralité et remplacés par les paragraphes suivants :

« L'Émetteur fait l'objet d'une notation A+ (perspective stable) et A-1 par S&P Global Ratings Europe Ltd (« **S&P** »), AA (perspective stable) et R-1 (élevé) (perspective stable) par DBRS Ratings GmbH (Morningstar DBRS) (« **DBRS** »), A+ (perspective stable) et F1+ par Fitch Ratings Ireland Limited (« **Fitch** ») et AA- (perspective négative) et S-1+ (perspective stable) par Scope Ratings GmbH (Scope) (« **Scope** ») respectivement au titre de sa dette à long terme et de sa dette à court terme.

Une obligation notée « A » par S&P dénote des anticipations de risque de défaut faible. La capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers relatifs à l'obligation est forte. Les notations de « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou moins (-) pour indiquer la position relative à l'intérieur des catégories de notation. Une obligation à court terme notée « A-1 » est notée dans la catégorie la plus élevée par S&P. La capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers relatifs à l'obligation est forte. Les obligations notées « AA » par DBRS sont considérées comme ayant une qualité de crédit supérieure. La capacité du débiteur à honorer ses obligations financières est considérée comme élevée. La qualité du crédit ne diffère de celle de la catégorie « AAA » que dans une faible mesure. Il est peu probable qu'elles soient significativement vulnérables à des événements futurs. La dette à court terme notée dans la catégorie « R-1 » est considérée comme ayant une qualité de crédit supérieure. La capacité de paiement des engagements financiers à court terme à leur échéance est exceptionnellement élevée. Il est peu probable qu'elles soient significativement vulnérables à des événements futurs. La sous-catégorie « (élevé) » indique que la note se situe dans la partie supérieure de la catégorie. Une obligation notée « A » par Fitch dénote des anticipations de risque de défaut faible. La capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers relatifs à l'obligation est considérée comme solide. Néanmoins, cette capacité pourrait se révéler plus sensible à un environnement économique ou sectoriel défavorable que dans le cas des notes plus élevées. Une obligation à court terme notée « F1 » indique la plus forte capacité de paiement dans les délais des engagements financiers par rapport à d'autres émetteurs ou obligations dans le même pays. Selon l'échelle de notation nationale de Fitch, cette notation est attribuée au risque de défaut le plus faible par rapport à d'autres émetteurs du même pays ou de la même union monétaire. Lorsque le profil de liquidité est particulièrement solide, un (+) est ajouté à la note attribuée. Une obligation notée « AA » par Scope reflète une qualité très élevée du crédit. L'ajout du signe (-) indique que la qualité du crédit se situe dans la fourchette inférieure de la catégorie de notation. Une obligation à court terme notée « S-1+ » par Scope reflète un risque de crédit le plus faible avec la capacité la plus élevée de rembourser les obligations à court terme. »

MODIFICATION DES AVERTISSEMENTS

Au sein des avertissements aux pages 3 à 6 de la version française du Prospectus de Base, le deuxième paragraphe à la page 3 est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

« Le Prospectus de Base doit être lu et interprété conjointement avec les Suppléments au présent document et tout autre document incorporé par référence (en ce compris toute information financière future) (voir « **Documents Incorporés par Référence** »). Nul n'a été autorisé à fournir des informations ou à faire des déclarations autres que celles contenues ou incorporées par référence (en ce compris toute information financière future) dans le Prospectus de Base concernant l'émission ou l'offre des Titres et, si elles sont fournies ou faites, ces informations ou déclarations ne doivent pas être considérées comme autorisées par l'Émetteur ou l'un des Agents Placeurs (tel que défini dans la section « **Description Générale du Programme** »). En aucune circonstance la remise du présent Prospectus de Base ou une vente effectuée en lien avec les présentes n'implique qu'aucun changement n'est intervenu dans les affaires de l'Émetteur depuis la date des présentes ou la date de la plus récente modification ou du dernier supplément au présent Prospectus de Base, ni qu'aucune modification défavorable de la situation financière de l'Émetteur ne s'est produite depuis la date des présentes ou la date de la plus récente modification ou du dernier supplément au présent Prospectus de Base, ni que toute autre information fournie dans le cadre du Programme est exacte à tout moment après la date à laquelle elle est fournie ou, si elle est différente, la date indiquée dans le document qui la contient. »

MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME

Au sein de la section « **Description Générale du Programme** » aux pages 8 à 16 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe intitulé « **Notations** » à la page 14 est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

« **Notations :** L'Émetteur fait l'objet d'une notation A+ (perspective stable) et A-1 par S&P Global Ratings Europe Ltd (« **S&P** »), AA (perspective stable) et R-1 (élevé) par DBRS Ratings GmbH (DBRS Morningstar) (« **DBRS** »), A+ (perspective stable) et F1+ par Fitch Ratings Ireland Limited (« **Fitch** ») et AA- (perspective négative) et S-1+ (perspective stable) par Scope Ratings GmbH (Scope) (« **Scope** ») respectivement au titre de sa dette à long terme et à court terme. Les Tranches des Titres (telles que définies dans la section « Description Générale du Programme ») émises dans le cadre du Programme peuvent faire ou non l'objet d'une notation. Lorsqu'une Tranche des Titres est notée, cette notation n'est pas nécessairement la même que la notation attribuée aux Titres. La notation d'une valeur mobilière ne constitue pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention de titres et peut faire l'objet d'une suspension, d'une modification ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation qui l'a attribuée sans préavis. »

MODIFICATION DE LA SECTION FACTEURS DE RISQUES

Au sein de la section « **Facteurs de Risques** » aux pages 17 à 30 de la version française du Prospectus de Base, un nouveau facteur de risque intitulé « **Risques liés à une dégradation des notations de crédit de l'Émetteur** » est ajouté à la sous-section 1 « **Risques relatifs à l'Émetteur** » à la page 19 comme suit :

« **Risques liés à une dégradation des notations de crédit de l'Émetteur**

L'Émetteur fait l'objet d'une notation A+ (perspective stable) et A-1 par S&P, AA (perspective stable) et R-1 (élevé) (perspective stable) par DBRS, A+ (perspective stable) et F1+ par Fitch et AA- (perspective négative) et S-1+ (perspective stable) par Scope respectivement au titre de sa dette à long terme et de sa dette à court terme.

Les notations de crédit et les tendances de l'Émetteur sont liées à celles de la République française, car l'Émetteur bénéficie notamment de la responsabilité de l'État français d'assurer sa solvabilité et sa liquidité. Des événements majeurs tels qu'une détérioration significative de l'environnement économique, budgétaire, politique ou géostratégique pourraient notamment entraîner une dégradation des notations de crédit de l'État français.

Dans le cas d'une telle dégradation, les notations de crédit de l'Émetteur seraient également susceptibles d'être affectées. Toute détérioration des notations de crédit de l'Émetteur pourrait augmenter le coût de refinancement de sa dette existante et pourrait avoir une incidence négative sur la capacité de l'Émetteur à émettre de nouveaux Titres. »

MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE

La section « **Documents Incorporés par Référence** » aux pages 36 à 41 de la version française du Prospectus de Base, est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« 1. INFORMATIONS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE A LA DATE DU PREMIER SUPPLÉMENT EN DATE DU 3 NOVEMBRE 2025 AU PROSPECTUS DE BASE

Le Prospectus de Base doit être lu et interprété conjointement avec les sections figurant dans le tableau de correspondance ci-dessous des documents suivants et les Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs (telles que définies ci-dessous), qui ont été préalablement déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** »), et sont incorporés dans le Prospectus de Base et en font partie intégrante.

- (i) les comptes semestriels 2025 en langue française, comprenant ses comptes semestriels pour le semestre clos le 30 juin 2025 et le rapport de revue limitée correspondant, en date du 29 septembre 2025 (les « **Comptes Semestriels 2025** ») (https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Cades%20semestriel%20rapport%20CAC%20FR_complet_pour%20site.pdf) ;
- (ii) les comptes annuels audités 2024 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et le rapport d'audit correspondant, en date du 24 avril 2025 (les « **Comptes Annuels Audités 2024** ») (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes%20CADES%202024.pdf>) ;
- (iii) les comptes annuels audités 2023 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et le rapport d'audit correspondant, en date du 29 mars 2024 (les « **Comptes Annuels Audités 2023** ») (https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/CADES_1223_Rapport%20sur%20les%20comptes%20annuels%20FR.pdf) ;
- (iv) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 30 mai 2011 qui a reçu le visa de l'AMF n° 11-193 le 30 mai 2011 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2011** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf) ;
- (v) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 31 mai 2012 qui a reçu le visa de l'AMF n° 12-237 le 31 mai 2012 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2012** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf) ;
- (vi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 3 juin 2013 qui a reçu le visa de l'AMF n° 13-257 le 3 juin 2013 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2013** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf) ;
- (vii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 10 juin 2014 qui a reçu le visa de l'AMF n° 14-283 le 10 juin 2014 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2014** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf) ;
- (viii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 8 juin 2015 qui a reçu le visa n° 15-259 de l'AMF le 8 juin 2015 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2015** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf) ;
- (ix) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 1^{er} juin 2016 qui a reçu le visa de l'AMF n° 16-221 le 1^{er} juin 2016 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2016** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf) ;

- (x) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 8 septembre 2017 qui a reçu le visa n° 17-465 de l'AMF le 8 septembre 2017 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2017** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf) ;
- (xi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 31 mai 2018 qui a reçu le visa de l'AMF n° 18-216 le 31 mai 2018 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2018** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf) ;
- (xii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 juin 2019 qui a reçu le visa n° 19-276 de l'AMF le 19 juin 2019 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2019** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf) ;
- (xiii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 août 2020 qui a reçu le numéro d'approbation 20-414 de l'AMF le 19 août 2020 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2020** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf) ;
- (xiv) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 6 septembre 2021 qui a reçu le numéro d'approbation 21-381 de l'AMF le 6 septembre 2021 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2021** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf) ;
- (xv) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 18 juillet 2022 qui a reçu le numéro d'approbation 22-314 de l'AMF le 18 juillet 2022 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2022** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2022.pdf) ;
- (xvi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 21 juillet 2023 qui a reçu le numéro d'approbation 23-327 de l'AMF le 21 juillet 2023 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2023** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202023%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf) ; et
- (xvii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 11 juillet 2024 qui a reçu le numéro d'approbation 24-313 de l'AMF le 11 juillet 2024 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2024** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202024%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf)) et, avec les Modalités des Titres du Programme EMTN 2023, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2022, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2021, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2020, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2019, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2018, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2017, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2016, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2015, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2014, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2013, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2012 et les Modalités des Titres du Programme EMTN 2011, les « **Modalités des Titres des Programme EMTN Antérieurs** »).

Les sections mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées être incorporées dans le Prospectus de Base et en faire partie et sont modifiées ou remplacées pour les besoins du Prospectus de Base si une déclaration contenue dans le présent document modifie ou remplace cette déclaration antérieure (que ce soit expressément, implicitement ou autrement). Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie du Prospectus de Base.

Aussi longtemps que des Titres sont ou seront en circulation, le Prospectus de Base, tout supplément au Prospectus de Base et tous les documents incorporés par référence au Prospectus de Base seront disponibles

sans frais sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr). Le Prospectus de Base et tout supplément au Prospectus de Base seront disponibles sans frais sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Pour les besoins du Règlement Prospectus, les informations incorporées par référence dans le Prospectus de Base sont indiquées dans le tableau de correspondance ci-dessous. Pour éviter toute ambiguïté, les informations dont la divulgation est demandée par l'Émetteur en raison de l'Annexe 6 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission complétant le Règlement Prospectus, tel que modifié (le « **Règlement Délégué de la Commission** ») sont mentionnées dans le tableau de correspondance ci-dessous. « *Non applicable* » dans le tableau de correspondance ci-dessous signifie que l'information n'est pas pertinente aux fins de l'annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission.

Toute information ne figurant pas dans le tableau de correspondance suivante mais incluse dans les documents énumérés ci-dessus n'est pas pertinente pour l'investisseur ou figure ailleurs dans le Prospectus de Base.

A moins qu'elles ne soient explicitement incorporées par référence dans le Prospectus de Base conformément à la liste ci-dessus, les informations contenues sur le site Internet de l'Émetteur ne sont pas considérées comme incorporées par référence dans le présent document et ne sont données qu'à titre d'information. Elles ne font donc pas partie du Prospectus de Base et n'ont pas été contrôlées ou approuvées par l'AMF.

Tableau de correspondance

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Annuels Audités 2024	Comptes Semestriels 2025
11. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
11.1 <u>Informations financières historiques</u>			
11.1.1 Fournir des informations financières historiques pour les deux derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	Les six premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 39	Les cinq premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 41	Les quatre premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 39
11.1.2 Changement de date de référence comptable Si l'émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 24 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'émetteur si celle-ci est plus courte	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.1.3 Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) no 1606/2002. Si le règlement (CE) no 1606/2002 n'est pas applicable, les états financiers doivent être établis en conformité avec : (a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE;	Pages 6 à 11	Pages 8 à 13	Pages 6 à 11

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Annuels Audités 2024	Comptes Semestriels 2025
(b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.			
11.1.4 Changement de référentiel comptable Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'année précédente, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera retenu pour la prochaine publication des états financiers annuels de l'émetteur. Les changements au sein du référentiel comptable existant de l'émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités soient retraités. Toutefois, si l'émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, les états financiers du dernier exercice doivent être établis et audités conformément au nouveau cadre.	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.1.5 Lorsque les informations financières auditées sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières exigées au titre de la présente rubrique doivent inclure au minimum : (a) le bilan ; (b) le compte de résultat ; (c) le tableau des flux de trésorerie ; (d) les méthodes comptables et les notes explicatives.	Page 1; Page 2; Page 4; Pages 5 à 11 et pages 12 à 39	Page 1; Page 3; Page 5; Pages 8 à 13 et pages 14 à 41	Page 1 ; Page 2; Page 4; Pages 6 à 11 et pages 12 à 39
11.1.6 États financiers consolidés Si l'émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le document d'enregistrement.	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.1.7 Date des dernières informations financières La date du bilan du dernier exercice pour lequel les états financiers ont été audités ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.	Page 1	Page 1	Page 1
11.2 <u>Informations financières intermédiaires et autres</u>			

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Annuels Audités 2024	Comptes Semestriels 2025
11.2.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou auditées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser. S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice. Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences de la directive 2013/34/UE ou du règlement (CE) no 1606/2002, selon le cas. Pour les émetteurs ne relevant ni de la directive 2013/34/UE ni du règlement (CE) no 1606/2002, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilanciellles comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture.	Non applicable	Non applicable	Les quatre premières pages avant la page 1
11.3 <u>Audit des informations financières annuelles historiques</u>			
11.3.1 Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2006/43/CE et au règlement (UE) n° 537/2014. Lorsque la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) n° 537/2014 ne s'appliquent pas, les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente. 11.3.1 a Lorsque les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou lorsqu'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, la raison doit en être donnée, et ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites.	Les six premières pages avant la page 1 La deuxième et troisième page des six premières pages avant la page 1	Les cinq premières pages avant la page 1 La première, deuxième et troisième page des cinq premières pages avant la page 1	Non applicable

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Annuels Audités 2024	Comptes Semestriels 2025
11.3.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.3.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audités de l'émetteur, indiquer la source des données et préciser que celles-ci n'ont pas été auditées.	Non applicable	Non applicable	Non applicable

Les Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs sont incorporées par référence dans le Prospectus de Base pour les seuls besoins d'émissions futures de titres devant être assimilées et constituant une souche unique avec les Titres déjà émis aux termes des Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs concernés.

Le tableau qui suit présente les pages correspondantes des modalités contenues dans les prospectus de base relatifs au Programme.

Modalités des titres incorporées par référence	Page de référence
Prospectus de Base en date du 11 juillet 2024	Pages 42 à 103
Prospectus de Base en date du 21 juillet 2023	Pages 42 à 103
Prospectus de Base en date du 18 juillet 2022	Pages 42 à 103
Prospectus de Base en date du 6 septembre 2021	Pages 38 à 92
Prospectus de Base en date du 19 août 2020	Pages 24 à 67
Prospectus de Base en date du 19 juin 2019	Pages 51 à 94
Prospectus de Base en date du 31 mai 2018	Pages 47 à 84
Prospectus de Base en date du 8 septembre 2017	Pages 41 à 79
Prospectus de Base en date du 1 ^{er} juin 2016	Pages 38 à 75
Prospectus de Base en date du 8 juin 2015	Pages 37 à 74
Prospectus de Base en date du 10 juin 2014	Pages 40 à 75
Prospectus de Base en date du 3 juin 2013	Pages 43 à 80
Prospectus de Base en date du 31 mai 2012	Pages 32 to 49
Prospectus de Base en date du 30 mai 2011	Pages 33 à 50

2. INFORMATIONS FINANCIERES FUTURES INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE APRES LA DATE DU PREMIER SUPPLÉMENT EN DATE DU 3 NOVEMBRE 2025 AU PROSPECTUS DE BASE

Conformément à l'article 19.1 ter du Règlement Prospectus, tant que le Prospectus de Base est valide, il doit être lu et interprété conjointement avec toute information financière future figurant dans le tableau de correspondance ci-dessous. Ces informations seront incorporées par référence dans le Prospectus de Base et seront réputées en faire partie intégrante à compter de leur date de publication sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr):

- (i) tous les comptes annuels audités de l'Émetteur en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice concerné clos le 31 décembre et les rapports d'audit correspondants (chacun un « **Futur Compte Annuel Audité** »)² (<https://www.cades.fr/fr/informations-financieres/etats-financiers>);
- (ii) tous les comptes semestriels de l'Émetteur en langue française, pour le semestre concerné clos le 30 juin en langue française et les rapports de revue limitée correspondants (chacun un « **Futur Compte Semestriel** »)³ (<https://www.cades.fr/fr/informations-financieres/etats-financiers>); et
- (iii) tous les futurs communiqués de presse sur les résultats financiers de l'Émetteur (chacun un « **Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers** »)⁴ (<https://www.cades.fr/fr/actualites-publications/communiques-de-presse>).

Pour éviter toute ambiguïté, toute information qui ne serait pas indiquée dans le tableau de correspondance ci-dessous mais faisant partie des informations financières futures n'est pas pertinente pour l'investisseur ou figure ailleurs dans le Prospectus de Base.

Toute information financière future incorporée par référence comme décrit ci-dessus sera, dans la mesure applicable, réputée modifier ou remplacer (expressément, implicitement ou autrement) les informations financières antérieures contenues ou incorporées par référence dans le Prospectus de Base.

Le tableau de correspondance suivant présente les informations financières futures de l'Émetteur qui sont incorporées par référence dans le Prospectus de Base.

Tableau de correspondance relatif aux informations financières futures⁵

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Futurs Comptes Semestriels	Futurs Comptes Annuels Audités	Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers
Informations incorporées par référence	Intitulé pertinent dans le document concerné		
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR			
4.1.5 Fournir des renseignements sur tout évènement récent propre à l'émetteur et présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité.			Intégralité du Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers
11. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
11.1 <u>Informations financières historiques</u>			
11.1.1 Fournir des informations financières historiques pour les deux derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle et les Comptes Semestriels	Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et les Comptes Annuels Audités	

² À titre informatif uniquement, la traduction anglaise de chaque Futur Compte Annuel Audité sera publiée sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr).

³ À titre informatif uniquement, la traduction anglaise de chaque Futur Compte Semestriel sera publiée sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr).

⁴ À titre informatif uniquement, la traduction anglaise de chaque Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers sera publiée sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr).

⁵ Les titres des sections/paragraphes des informations financières futures tels qu'indiqués dans la présente table de correspondance renvoient aux titres tels qu'ils devraient figurer dans tous Futurs Comptes Annuels Audités ou tous Futurs Comptes Semestriels (ou tout titre équivalent).

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Futurs Comptes Semestriels	Futurs Comptes Annuels Audités	Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers
Informations incorporées par référence	Intitulé pertinent dans le document concerné		
11.1.3 Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) no 1606/2002. Si le règlement (CE) no 1606/2002 n'est pas applicable, les états financiers doivent être établis en conformité avec : (a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE; (b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	Principes et méthodes comptables	Principes et méthodes comptables	
11.1.5 Lorsque les informations financières auditées sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières exigées au titre de la présente rubrique doivent inclure au minimum : (a) le bilan ; (b) le compte de résultat ; (c) le tableau des flux de trésorerie ; (d) les méthodes comptables et les notes explicatives.	(a) Bilan (b) Compte de résultat (c) Flux de trésorerie (d) Principes et méthodes comptables et Notes	(a) Bilan (b) Compte de résultat (c) Flux de trésorerie (d) Principes et méthodes comptables et Notes	
11.1.7 Date des dernières informations financières La date du bilan du dernier exercice pour lequel les états financiers ont été audités ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.	Bilan	Bilan	
11.2 <u>Informations financières intermédiaires et autres</u>			

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Futurs Comptes Semestriels	Futurs Comptes Annuels Audités	Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers
Informations incorporées par référence	Intitulé pertinent dans le document concerné		
11.2.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou auditées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser. S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice. Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences de la directive 2013/34/UE ou du règlement (CE) no 1606/2002, selon le cas. Pour les émetteurs ne relevant ni de la directive 2013/34/UE ni du règlement (CE) no 1606/2002, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilanciellles comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture.	Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle		
11.3 <u>Audit des informations financières annuelles historiques</u>			
11.3.1 Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2006/43/CE et au règlement (UE) no 537/2014. Lorsque la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) no 537/2014 ne			

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Futurs Comptes Semestriels	Futurs Comptes Annuels Audités	Futur Communiqué de Presse sur les Résultats Financiers
Informations incorporées par référence	Intitulé pertinent dans le document concerné		
s'appliquent pas, les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente.		Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels	
11.3.1 a Lorsque les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou lorsqu'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, la raison doit en être donnée, et ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites.		Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels	

MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GÉNÉRALES

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 4 intitulé « **Tendances et absence de changement significatif** » à la page 186 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« 4 **Tendances et absence de changement significatif**

La situation financière ou la performance financière de l'Émetteur n'a pas connu de changement significatif depuis la fin du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été publiées et les perspectives de l'Émetteur n'ont pas subi de changement significatif défavorable depuis la date de ses derniers états financiers audités et publiés. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 5 intitulé « **Procédures de litige et d'arbitrage** » à la page 186 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« 5 **Procédures de litige et d'arbitrage**

L'Émetteur n'a été impliqué dans aucune procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (en cours ou dont l'Émetteur a connaissance du risque de survenance) pendant la période de 12 mois qui précède la date du Prospectus de Base, tel que complété ou modifié, susceptible d'avoir ou d'avoir récemment eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Émetteur. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 12 intitulé « **Commissaires aux comptes** » à la page 188 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« 12 **Commissaires aux comptes**

Le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel de l'Émetteur est responsable de la préparation de ses comptes et états financiers. Ceux-ci sont également approuvés par le ministre chargé des finances et par le ministre chargé de la sécurité sociale et sont régulièrement contrôlés par la Cour des Comptes qui a autorité pour accepter ou rejeter les comptes présentés.

Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, a été nommé en qualité de commissaire aux comptes titulaire le 13 juillet 2022 pour un mandat de six ans et a revu et rendu des rapports sur les comptes annuels pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 et a effectué une revue limitée et rendu un rapport sur les comptes semestriels pour le semestre clos le 30 juin 2025. Grant Thornton est membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus, un paragraphe 19 intitulé « **Comptes Semestriels 2025** » est ajouté à la page 190 comme suit :

« 19 **Comptes Semestriels 2025**

Le rapport du commissaire aux comptes concernant les comptes semestriels au 30 juin 2025 contient une réserve énoncée à la deuxième, troisième et quatrième page des quatre premières pages qui précèdent la page 1 des Comptes Semestriels 2025. »

PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT

Personne assumant la responsabilité du présent Supplément

Au nom de l'Émetteur

En vertu des présentes, l'Émetteur déclare que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Supplément sont à sa connaissance conformes aux faits et ne comportent aucune omission susceptible d'en altérer la portée.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale représentée par l'Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directeur général

Antoine DERUENNES

A Paris, le 3 novembre 2025

Les comptes semestriels 2025 incorporés par référence dans ce Supplément ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient une réserve mentionnée ci-dessous :

« Les paragraphes 4.1 à 4.3 de l'annexe des comptes semestriels précisent les modalités de comptabilisation de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG).

Dans notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/24 en date du 24 avril 2025, nous avons formulé une réserve en raison de l'impossibilité de se prononcer sur les montants comptabilisés au titre des revenus de remplacement, du patrimoine et de placement, pour la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et pour la contribution sociale généralisée (CSG) relatifs aux créances brutes, aux produits à recevoir et aux provisions pour risques et réduction de produits.

Comme mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.3 de la note « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, la comptabilisation des revenus de la CRDS et de la CSG est réalisée à partir des notifications adressées à la CADES par l'ACOSS et la direction générale des finances publiques (DGFIP) en leur qualité d'organismes collecteurs. Les compétences de la CADES en matière de recettes consistent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

En application de l'article L.141-10 du code des juridictions financières, nous avons demandé à la Cour des Comptes de disposer des éléments utiles pour notre mission légale de certification et pouvoir ainsi prendre connaissance de ses constats et conclusions ayant une incidence sur les comptes de la CADES dans le cadre des vérifications qu'elle opère sur les flux de CRDS et CSG centralisés et attribués par l'ACOSS à la CADES et en l'occurrence des comptes afférents à ces opérations (les recettes et produits à recevoir de la CRDS et CSG, ainsi que les créances et les provisions/dépréciations correspondantes). Nous avons également obtenu communication de l'appréciation de la Cour de la conception, de l'effectivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'ACOSS relatif à l'activité de recouvrement, à savoir sur les prélèvements de la CSG et CRDS. Nous avons pris connaissance de son rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale relatif à l'exercice 2024 émis le 15 mai 2025.

Il ressort des différents éléments obtenus que la fiabilité du dispositif de contrôle interne dans le processus de collecte et de redistribution de la CSG et de la CRDS au titre des revenus de remplacement, du patrimoine et de placement n'est pas suffisante pour obtenir un niveau d'assurance raisonnable sur l'absence d'anomalies significatives dans ce cadre.

Compte-tenu de ces éléments, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les montants suivants au 30 juin 2025 :

- **Bilan – Actif :**
Créances brutes (643,38 M€) et dépréciations de ces créances (-501,98 M€),
Produits à recevoir (1 536,14 M€).
- **Bilan – Passif :**
Provisions pour risque (69,46 M€).
- **Compte de résultat – Produits**
Autres produits d'exploitation CSG et CRDS (8 300,61 M€).
- **Compte de résultat – Charges**
Autres charges d'exploitation (75,61 M€). »



Le présent Supplément au Prospectus de Base a été approuvé le 3 novembre 2025 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente en vertu du Règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF a approuvé le présent Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Prospectus de Base sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du Règlement (UE) 2017/1129. L'approbation n'implique pas la vérification de l'exactitude de ces informations par l'AMF.

Cette approbation ne constitue pas un avis favorable sur l'Émetteur décrit dans le présent Supplément.

Ce Supplément au Prospectus de Base a obtenu le numéro d'approbation suivant : 25-420.



CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif (French national public entity)

(established in Paris, France)

EURO 130,000,000,000

DEBT ISSUANCE PROGRAMME

This document is published in French and English versions, both of which are valid

This first supplement (the “**Supplement**”) which has obtained approval number 25-420 on 3 November 2025 from the *Autorité des marchés financiers* (the “**AMF**”) is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 29 July 2025 which has been granted approval number 25-314 on 29 July 2025 by the AMF (the “**Base Prospectus**”), prepared by the *Caisse d’Amortissement de la Dette Sociale* (“**CADES**” or the “**Issuer**”) with respect to its Euro 130,000,000,000 Debt Issuance Programme (the “**Programme**”). Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

The Base Prospectus as supplemented constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of Regulation (EU) 2017/1129 of the European Parliament and of the European Council dated 14 June 2017, as may be amended from time to time (the “**Prospectus Regulation**”). This Supplement has been prepared in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation. Application has been made for approval of this Supplement to the AMF in its capacity as competent authority under the Prospectus Regulation.

This Supplement has been produced for the purposes of (i) updating the cover page and the section “*General Description of the Programme*” to reflect (a) the revised rating for the long-term debt of the Issuer granted by DBRS Ratings GmbH (Morningstar DBRS), by Fitch Ratings Ireland Limited and by Scope Ratings GmbH (Scope) and (b) the revised rating for the long-term debt and for the short-term debt of the Issuer by S&P Global Ratings Europe Ltd, (ii) incorporating by reference the unaudited semi-annual accounts¹ of the Issuer as at and for the period ended 30 June 2025 and (iii) updating the disclaimers and the sections “*Risk Factors*”, “*Documents Incorporated by Reference*” and “*General Information*”.

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material mistake or material inaccuracy relating to the information included in the Base Prospectus (including information incorporated by reference) which is material in the context of the Programme since the publication of the Base Prospectus and which may affect the assessment of the Notes. To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in the Base Prospectus, the statements in this Supplement will prevail.

Copies of the Base Prospectus and this Supplement will be available, during usual business hours on any weekday (Saturdays, Sundays and public holidays excepted), for inspection by Noteholders at the specified offices of the Fiscal Agent and will be available without charge (i) on the website of the AMF (www.amf-france.org) and (ii) on the website of the Issuer (www.cades.fr).

To the extent applicable and in accordance with Article 23.2 of the Prospectus Regulation, investors who have already agreed to purchase or subscribe for Notes to be issued under the Programme before this Supplement is published shall have the right, exercisable within three working days after the publication of this Supplement, to withdraw their acceptances, provided that the significant new factor, material mistake or material inaccuracy referred to in this Supplement arose or was noted before the closing of the offer period or the delivery of the Notes, whichever occurs first. That period may be extended by the Issuer. This right to withdrawal shall expire by close of business on 6 November 2025. Investors may contact the Authorised Offerors should they wish to exercise the right to withdrawal.

¹ The unaudited semi-annual accounts of the Issuer have been subject to a limited review by Grand Thornton.

CONTENTS

MODIFICATION TO THE COVER PAGE OF THE BASE PROSPECTUS	3
MODIFICATION TO THE DISCLAIMERS.....	4
MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION	5
MODIFICATION TO THE RISK FACTORS SECTION	6
MODIFICATION TO THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION.....	7
MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION.....	18
PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT	19

MODIFICATION TO THE COVER PAGE OF THE BASE PROSPECTUS

The fifth paragraph and the sixth paragraph of the cover page of the English version of the Base Prospectus are deleted in their entirety and replaced by the following:

“The Issuer has been assigned a rating of A+ (stable outlook) and A-1 by S&P Global Ratings Europe Ltd (“**S&P**”), AA (stable outlook) and R-1 (high) (stable outlook) by DBRS Ratings GmbH (Morningstar DBRS) (“**DBRS**”), A+ (stable outlook) and F1+ by Fitch Ratings Ireland Limited (“**Fitch**”) and AA- (negative outlook) and S-1+ (stable outlook) by Scope Ratings GmbH (Scope) (“**Scope**”) in respect of its long-term debt and short-term debt, respectively.

An obligation rated “A” by S&P denote expectations of low default risk. The obligor’s capacity to meet its financial commitments on the obligation is strong. Ratings from “AA” to “CCC” may be modified by the addition of a plus (+) or minus (-) sign to show relative standing within the rating categories. A short-term obligation rated “A-1” is rated in the highest category by S&P. The obligor’s capacity to meet its financial commitments on the obligation is strong. Obligations rated “AA” by DBRS are considered superior credit quality. The capacity for the payment of financial obligations is considered high. Credit quality differs from “AAA” only to a small degree. Unlikely to be significantly vulnerable to future events. Short-term debt rated in the “R-1” category is considered highest credit quality. The capacity for the payment of short-term financial obligations as they fall due is exceptionally high. Unlikely to be adversely affected by future events. The subcategory “(high)” indicates the rating is in the higher end of the category. An obligation rated “A” by Fitch denote expectations of low default risk. The capacity for payment of financial commitments is considered strong. This capacity may, nevertheless, be more vulnerable to adverse business or economic conditions than is the case for higher ratings. A short-term obligation rated “F1” indicates the strongest capacity for timely payment of financial commitments relative to other issuers or obligations in the same country. Under Fitch’s national rating scale, this rating is assigned to the lowest default risk relative to others in the same country or monetary union. Where the liquidity profile is particularly strong, a (+) is added to the assigned rating. An obligation rated “AA” by Scope reflects a very strong credit quality. The (-) sign indicates the credit quality as being in the lower range of the rating category. An obligation rated “S-1+” reflects the lowest credit risk with the highest capacity to repay short-term obligations.”

MODIFICATION TO THE DISCLAIMERS

In the disclaimers on pages 3 to 5 of the English version of the Base Prospectus, the second paragraph on page 3 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the Supplements and with all information which is incorporated by reference (including any future financial information) (see **“Documents Incorporated by Reference”**).”

MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION

In the section “**General Description of the Programme**” on pages 7 to 14 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph entitled “**Ratings**” on pages 12 and 13 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“Ratings: The Issuer has been assigned a rating of A+ (stable outlook) and A-1 by S&P Global Ratings Europe Ltd (“**S&P**”), AA (stable outlook) and R-1 (high) (stable outlook) by DBRS Ratings GmbH (Morningstar DBRS) (“**DBRS**”), A+ (stable outlook) and F1+ by Fitch Ratings Ireland Limited (“**Fitch**”) and AA- (negative outlook) and S-1+ (stable outlook) by Scope Ratings GmbH (Scope) (“**Scope**”) in respect of its long-term debt and short-term debt, respectively. Tranches of Notes (as defined in “General Description of the Programme”) issued under the Programme may be rated or unrated. Where a Tranche of Notes is rated, such rating will not necessarily be the same as the ratings assigned to the Notes. A security rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities and may be subject to suspension, change or withdrawal at any time by the assigning credit rating agency without notice.”

MODIFICATION TO THE RISK FACTORS SECTION

In the section “**Risk Factors**” on pages 15 to 27 of the English version of the Base Prospectus, a paragraph entitled “**1.3 Risks related to a downgrade of the Issuer’s credit ratings**” is added in the sub-section 1 “**Risks relating to the Issuer**” on page 17 as follows:

“1.3 Risks related to a downgrade of the Issuer’s credit ratings

The Issuer has been assigned a credit rating of A+ (stable outlook) and A-1 by S&P, AA (stable outlook) and R-1 (high) (stable outlook) by DBRS, A+ (stable outlook) and F1+ by Fitch and AA- (negative outlook) and S-1+ (stable outlook) by Scope in respect of its long-term debt and short-term debt, respectively.

The Issuer’s credit ratings and trends are linked to those of the Republic of France as the Issuer benefits, in particular, from the French State being responsible to ensure its solvency and liquidity. Major events such as a significant deterioration in the economic, budgetary, political or geostrategic environment could, in particular, result in downgrades of the French State’s credit ratings.

In the event of any such downgrade, the Issuer’s credit ratings are also likely to be affected. Any deterioration of the Issuer’s credit ratings may increase the Issuer’s cost of refinancing its outstanding debt and adversely affect the Issuer’s ability to issue new Notes.”

MODIFICATION TO THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION

The section “**Documents Incorporated by Reference**” on pages 33 to 39 of the English version of the Base Prospectus is deleted in its entirety and replaced by the following:

“1. INFORMATION INCORPORATED BY REFERENCE AS OF THE DATE OF THE FIRST SUPPLEMENT DATED 3 NOVEMBER 2025 TO THE BASE PROSPECTUS

The Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the sections set out in the cross-reference table below of the following documents and the Previous EMTN Conditions (as defined below) which have previously been published and have been filed with the *Autorité des marchés financiers* (the “AMF”) and shall be incorporated in, and form part of, the Base Prospectus.

- (i) the 2025 semi-annual accounts in the English language, incorporating its semi-annual accounts for the six-month period ended 30 June 2025 and free English translation of the related limited review report, which is dated 29 September 2025 (the “**2025 Semi-Annual Accounts**”) (https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Cades%20semestriel%20rapport%20CAC%20EN_complet_pour%20site.pdf);
- (ii) the 2024 audited annual accounts in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2024 and free English translation of the related audit report, which is dated 24 April 2025 (the “**2024 Audited Annual Accounts**”) (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes%20CADES%202024%20UK.pdf>);
- (iii) the 2023 audited annual accounts in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2023 and free English translation of the related audit report, which is dated 29 March 2024 (the “**2023 Audited Annual Accounts**”) (https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/CADES_1223_rapport%20sur%20les%20comptes%20annuels%20UK.pdf);
- (iv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 30 May 2011 which received visa n°11-193 on 30 May 2011 (the “**2011 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf);
- (v) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2012 which received visa n°12-237 on 31 May 2012 (the “**2012 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf);
- (vi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 3 June 2013 which received visa n°13-257 on 3 June 2013 (the “**2013 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf);
- (vii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 10 June 2014 which received visa n°14-283 from the AMF on 10 June 2014 (the “**2014 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf);
- (viii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 June 2015 which received visa n°15-259 from the AMF on 8 June 2015 (the “**2015 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf);
- (ix) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 1 June 2016 which received visa n°16-221 from the AMF on 1 June 2016 (the “**2016 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf);

- (x) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 September 2017 which received visa n°17-465 from the AMF on 8 September 2017 (the “**2017 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf);
- (xi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2018 which received visa n°18-216 from the AMF on 31 May 2018 (the “**2018 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf);
- (xii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 June 2019 which received visa n°19-276 from the AMF on 19 June 2019 (the “**2019 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf);
- (xiii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 August 2020 which received approval n°20-414 from the AMF on 19 August 2020 (the “**2020 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf);
- (xiv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 6 September 2021 which received approval n°21-381 from the AMF on 6 September 2021 (the “**2021 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf);
- (xv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 18 July 2022 which received approval n° 22-314 from the AMF on 18 July 2022 (the “**2022 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2022.pdf);
- (xvi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 21 July 2023 which received approval n° 23-327 from the AMF on 21 July 2023 (the “**2023 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202023%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf); and
- (xvii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 11 July 2024 which received approval n° 24-313 from the AMF on 11 July 2024 (the “**2024 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202024%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf) and together with the 2023 EMTN Conditions, the 2022 EMTN Conditions, the 2021 EMTN Conditions, the 2020 EMTN Conditions, the 2019 EMTN Conditions, the 2018 EMTN Conditions, the 2017 EMTN Conditions, the 2016 EMTN Conditions, the 2015 EMTN Conditions, the 2014 EMTN Conditions, the 2013 EMTN Conditions, the 2012 EMTN Conditions and the 2011 EMTN Conditions, the “**Previous EMTN Conditions**”).

The sections referred to in the table below shall be deemed to be incorporated in, and form part of the Base Prospectus and shall be modified or superseded for the purpose of the Base Prospectus to the extent that any statement contained herein modifies or supersedes such earlier statement (whether expressly, by implication or otherwise). Any statement so modified or superseded shall not be deemed to constitute a part of the Base Prospectus.

For as long as any Notes are outstanding, the Base Prospectus, any supplement to the Base Prospectus and all documents incorporated by reference in the Base Prospectus will be available, free of charge on the website of the Issuer (www.cades.fr). The Base Prospectus and any supplement to the Base Prospectus will be available, free of charge, on the website of the AMF (www.amf-france.org).

For the purposes of the Prospectus Regulation, the information incorporated by reference in the Base Prospectus is set out in the cross-reference table below. For the avoidance of doubt, the information requested to be disclosed by the Issuer as a result of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980 supplementing the Prospectus Regulation, as amended (the “**Commission Delegated Regulation**”) is referred

to in the cross-reference tables below. “*Not Applicable*” in the cross-reference table below means that the information is not relevant for the purposes of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation.

Any information not listed in the following cross-reference table but included in the documents listed above is either contained in the relevant sections of the Base Prospectus or is not relevant for the holders of the Notes.

Unless otherwise explicitly incorporated by reference into the Base Prospectus in accordance with the list above, the information contained on the website of the Issuer shall not be deemed incorporated by reference herein and is for information purposes only. Therefore, it does not form part of the Base Prospectus and has not been scrutinised or approved by the AMF.

Cross-reference table

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2023 Audited Annual Accounts	2024 Audited Annual Accounts	2025 Semi-Annual Accounts
11. FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER’S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES			
11.1 <u>Historical financial information</u>			
11.1.1 Audited historical financial information covering the latest two financial years (or such shorter period as the issuer has been in operation) and the audit report in respect of each year.	The first six pages before page 1 and pages 1 to 39	The first six pages before page 1 and pages 1 to 40	The first four pages before page 1 and pages 1 to 39
11.1.2 Change of accounting reference date If the issuer has changed its accounting reference date during the period for which historical financial information is required, the audited historical financial information shall cover at least 24 months, or the entire period for which the issuer has been in operation, whichever is shorter.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2023 Audited Annual Accounts	2024 Audited Annual Accounts	2025 Semi-Annual Accounts
11.1.3 Accounting Standards The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002. If Regulation (EC) No 1606/2002 is not applicable the financial information must be prepared in accordance with either: (a) a Member State’s national accounting standards for issuers from the EEA, as required by the Directive 2013/34/EU (b) a third country’s national accounting standards equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002 for third country issuers. If such third country’s national accounting standards are not equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002, the financial statements shall be restated in compliance with that Regulation.	Pages 6 to 11	Pages 7 to 12	Pages 6 to 11
11.1.4 Change of accounting framework The last audited historical financial information, containing comparative information for the previous year, must be presented and prepared in a form consistent with the accounting standards framework that will be adopted in the issuer’s next publisher annual financial statements. Changes within the issuer’s existing accounting framework do not require the audited financial statements to be restated. However, if the issuer intends to adopt a new accounting standards framework in its next published financial statements, the latest year of financial	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2023 Audited Annual Accounts	2024 Audited Annual Accounts	2025 Semi-Annual Accounts
statements must be prepared and audited in line with the new framework.			
11.1.5 Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information required under this heading must include at least the following: (a) the balance sheet; (b) the income statement; (c) the cash flow statement; (d) the accounting policies and explanatory notes.	Page 1 Page 2 Page 4 Pages 6 to 11 and pages 12 to 39	Page 1 Page 2 Page 4 Pages 7 to 12 and pages 13 to 40	Page 1 Page 2 Page 4 Pages 6 to 11 and pages 12 to 39
11.1.6 Consolidated financial statements If the issuer prepares both stand-alone and consolidated financial statements, include at least the consolidated financial statements in the registration document.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
11.1.7 Age of financial information The balance sheet date of the last year of audited financial information statements may not be older than 18 months from the date of the registration document.	Page 1	Page 1	Page 1
11.2 <u>Interim and other financial information</u>			
11.2.1 If the issuer has published quarterly or half yearly financial information since the date of its last audited financial statements, these must be included in the registration document. If the quarterly or half yearly financial information has been reviewed or audited, the audit or review report must also be included. If the quarterly or half yearly financial information is not audited or has not been reviewed state that fact.	Not Applicable	Not Applicable	The first four pages before page 1

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2023 Audited Annual Accounts	2024 Audited Annual Accounts	2025 Semi-Annual Accounts
If the registration document is dated more than nine months after the date of the last audited financial statements, it must contain interim financial information, which may be unaudited (in which case that fact must be stated) covering at least the first six months of the financial year. Interim financial information prepared in accordance with either the requirements of the Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002 as the case may be. For issuers not subject to either Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002, the interim financial information must include comparative statements for the same period in the prior financial year, except that the requirement for comparative balance sheet information may be satisfied by presenting the year's end balance sheet.			
11.3 <u>Auditing of historical annual financial information</u>			

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2023 Audited Annual Accounts	2024 Audited Annual Accounts	2025 Semi-Annual Accounts
11.3.1 The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014. Where Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard.	The first six pages before page 1	The first six pages before page 1	Not Applicable
11.3.1a Where audit reports on the historical financial information have been refused by the statutory auditors or where they contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, the reason must be given, and such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full.	The second and third pages of the first six pages before page 1	The first, second and third pages of the first six pages before page 1	
11.3.2 Indication of other information in the registration document which has been audited by the auditors	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
11.3.3 Where financial information in the registration document is not extracted from the issuer's audited financial statements state the source of the data and state that the data is not audited.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable

The Previous EMTN Conditions are incorporated by reference in the Base Prospectus for the purpose only of further issues of notes to be assimilated (*assimilées*) and form a single series with Notes already issued under the relevant Previous EMTN Conditions.

The table below sets out the relevant page references for the terms and conditions contained in the base prospectuses relating to the Programme.

Terms and Conditions Incorporated by Reference	Page reference
Base Prospectus dated 11 July 2024	Pages 38 to 95
Base Prospectus dated 21 July 2023	Pages 41 to 98
Base Prospectus dated 18 July 2022	Pages 39 to 96
Base Prospectus dated 6 September 2021	Pages 33 to 83
Base Prospectus dated 19 August 2020	Pages 24 to 67
Base Prospectus dated 19 June 2019	Pages 51 to 94
Base Prospectus dated 31 May 2018	Pages 47 to 84
Base Prospectus dated 1 June 2016	Pages 38 to 75
Base Prospectus dated 8 June 2015	Pages 37 to 74
Base Prospectus dated 10 June 2014	Pages 40 to 75
Base Prospectus dated 3 June 2013	Pages 43 to 80
Base Prospectus dated 31 May 2012	Pages 32 to 49
Base Prospectus dated 30 May 2011	Pages 33 to 50

2. FUTURE FINANCIAL INFORMATION INCORPORATED BY REFERENCE AFTER THE DATE OF THE FIRST SUPPLEMENT DATED 3 NOVEMBER 2025 TO THE BASE PROSPECTUS

In accordance with Article 19(1b) of the Prospectus Regulation, for so long as the Base Prospectus is valid, it shall be read and construed in conjunction with any future financial information set out in the cross-reference list below. Such information shall be incorporated in, and form part of, the Base Prospectus as of the date of its publication on the website of the Issuer (www.cades.fr):

- (i) any audited annual accounts of the Issuer in the English language, incorporating its audited annual accounts for the relevant year ended 31 December and free English translation of the related audit report (each, a “**Future Audited Annual Accounts**”)² (<https://www.cades.fr/en/financial-information/financial-statements>);
- (ii) any semi-annual accounts of the Issuer in the English language, incorporating its semi-annual accounts for the relevant six-month period ended 30 June and free English translation of the related limited review report (each, a “**Future Semi-Annual Accounts**”)³ (<https://www.cades.fr/en/financial-information/financial-statements>); and
- (iii) any future press release in the English language relating to the financial results of the Issuer (each, a “**Future Press Release on Financial Results**”)⁴ (<https://www.cades.fr/en/news-and-publications/press-releases>).

For the avoidance of doubt, any information not listed below, but which forms part of future financial information listed above, is either contained in the relevant sections of the Base Prospectus or is not relevant for the holders of the Notes.

² For information purposes only, the French version of each Future Audited Annual Accounts will be published on the website of the Issuer (www.cades.fr).

³ For information purposes only, the French version of each Future Semi-Annual Accounts will be published on the website of the Issuer (www.cades.fr).

⁴ For information purposes only, the French version of each Future Press Release on Financial Results will be published on the website of the Issuer (www.cades.fr).

Any future financial information incorporated by reference as described above shall, to the extent applicable, be deemed to modify or supersede (whether expressly, by implication or otherwise) earlier financial information contained or incorporated by reference in the Base Prospectus.

Below are tables that reference the future financial information of the Issuer incorporated by reference in the Base Prospectus.

Cross-reference table in respect of the future financial information⁵

Commission Delegated Regulation – Annex 6	Future Semi-Annual Accounts	Future Audited Annual Accounts	Future Press Release on Financial Results
Information incorporated by reference	Relevant heading in the relevant document		
4. INFORMATION ABOUT THE ISSUER			
4.1.5 Details of any recent events particular to the Issuer and which are to a material extent relevant to an evaluation of the Issuer’s solvency			Full Future Press Release on Financial Results
11. FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER’S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES			
11.1 <u>Historical financial information</u>			
11.1.1 Audited historical financial information covering the latest two financial years (or such shorter period as the issuer has been in operation) and the audit report in respect of each year.	Statutory Auditor’s Report on the Half Yearly Financial Statements and the Half Yearly Financial Statements	Statutory Auditor’s Report on the Financial Statements and the Audited Financial Statements	
11.1.3 Accounting Standards The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002. If Regulation (EC) No 1606/2002 is not applicable the financial information must be prepared in accordance with either: (a) a Member State’s national accounting standards for issuers from the EEA, as required by the Directive 2013/34/EU (b) a third country’s national accounting standards equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002 for third country issuers. If such third country’s national	Accounting Policies and Methods	Accounting Policies and Methods	

⁵ The section/paragraph headings of the future financial information as set out in this cross-reference table refer to the headings as they should appear in any Future Semi-Annual Accounts or any Future Audited Annual Accounts (or any equivalent heading).

Commission Delegated Regulation – Annex 6	Future Semi-Annual Accounts	Future Audited Annual Accounts	Future Press Release on Financial Results
Information incorporated by reference	Relevant heading in the relevant document		
accounting standards are not equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002, the financial statements shall be restated in compliance with that Regulation.			
11.1.5 Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information required under this heading must include at least the following: (a) the balance sheet; (b) the income statement; (c) the cash flow statement; (d) the accounting policies and explanatory notes.	(a) Balance Sheet (b) Profit and Loss Account (c) Cash Flow Statement (d) Accounting Policies and Methods and Notes	(a) Balance Sheet (b) Profit and Loss Account (c) Cash Flow Statement (d) Accounting Policies and Methods and Notes	
11.1.7 Age of financial information The balance sheet date of the last year of audited financial information statements may not be older than 18 months from the date of the registration document.	Balance Sheet	Balance Sheet	
11.2 <u>Interim and other financial information</u>			
11.2.1 If the issuer has published quarterly or half yearly financial information since the date of its last audited financial statements, these must be included in the registration document. If the quarterly or half yearly financial information has been reviewed or audited, the audit or review report must also be included. If the quarterly or half yearly financial information is not audited or has not been reviewed state that fact. If the registration document is dated more than nine months after the date of the last audited financial statements, it must contain interim financial information, which may be unaudited (in which case that fact must be stated) covering at least the first six months of the financial year. Interim financial information prepared in accordance with either the requirements of the Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002 as the case may be.	Statutory Auditor's Report on the Half Yearly Financial Statements		

MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION

In the section “**General Information**” on pages 172 to 175 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 4 entitled “**Trend Information and No Significant Change**” on page 172 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“4 **Trend Information and No Significant Change**

There has been no significant change in the financial position or financial performance of the Issuer since the date of its last financial period for which financial information has been published, and no material adverse change in the prospects of the Issuer since the date of its last financial period for which financial information has been published and audited.”

In the section “**General Information**” on pages 172 to 175 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 5 entitled “**Litigation and Arbitration Proceedings**” on page 172 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“5 **Litigation and Arbitration Proceedings**

The Issuer has not been involved in any governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the Issuer is aware) during the 12 months preceding the date of the Base Prospectus, as supplemented from time to time, which may have or have had in the recent past significant effects on the financial position or profitability of the Issuer.”

In the section “**General Information**” on pages 172 to 175 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 12 entitled “**Statutory Auditors**” on pages 173 and 174 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“12 **Statutory Auditors**

The Issuer’s public accountant (*Contrôleur budgétaire et comptable ministériel*) is responsible for the preparation of its statutory accounts and financial statements. Such accounts and financial statements are also approved by the minister in charge of finance and the minister in charge of social security and may be controlled by the French state audit office (*Cour des Comptes*), which has authority to accept or reject the accounts presented.

Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, has been appointed as a statutory auditor firm on 13 July 2022 for a period of 6 years and has reviewed and rendered reports on the annual accounts for the years ended 31 December 2023 and 31 December 2024 and has carried out a limited review and rendered a report on the 2025 semi-annual accounts for the six-month period ended 30 June 2025. Grant Thornton is a member of the *Compagnie régionale des commissaires aux comptes of Versailles*.”

In the section “**General Information**” on pages 172 to 175 of the English version of the Base Prospectus, a paragraph 19 entitled “**2025 Semi-Annual Accounts**” is added on page 175 as follows:

“19 **2025 Semi-Annual Accounts**

The auditor’s report with respect to the semi-annual accounts as of 30 June 2025 contains a qualification set out on the second, third and fourth pages of the first four pages preceding the page 1 of the 2025 Semi-Annual Accounts.”

PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT

Responsibility for this Supplement

In the name of the Issuer

The Issuer hereby declares that, to the best of its knowledge, the information contained or incorporated by reference in this Supplement is in accordance with the facts and that this Supplement makes no omission likely to affect its import.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale represented by the Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directeur général

Antoine DERUENNES

In Paris, on 3 November 2025

The 2025 semi-annual accounts incorporated by reference in this Supplement have been the subject to a report by the statutory auditors, and contains a qualification mentioned below:

“Paragraphs 4.1 to 4.3 of the notes of the half-yearly the financial statements provide the methods of the accounting treatment of the social security debt repayment contribution (CRDS) and the the social security contribution (CSG).

In our report on the annual financial statements for the year ended 12/31/24 dated April 24, 2025, we qualified opinion except for the amounts recognized relating to replacement revenues, assets, and investments, regarding the CRDS and CSG revenues relating to receivables, deferred revenues and provisions for risks and reduction of others operating incomes.

As mentioned in paragraphs 4.1 to 4.3 of the "Accounting principles and methods" note to the financial statements, CRDS and CSG revenues are recorded on the basis of notifications sent to CADES by ACOSS and the General Directorate of Public Finances (DGFIP) in their capacity as collecting agencies. CADES responsibilities in terms of revenue consist of a formal accounting verification of the documents produced by the collecting agencies.

In accordance with Article L.141-10 of the Financial Courts Code, we requested the Court of Auditors to provide us with the necessary elements for our legal certification engagement, enabling us to review its findings and conclusions that impact the CADES accounts in the context of the checks it conducts on the CRDS and CSG flows centralized and allocated by ACOSS to CADES, and specifically the accounts related to these operations (revenues and receivables from CRDS and CSG, as well as the corresponding receivables and provisions/depreciations). We also obtained the Court's assessment of the design, effectiveness, and efficiency of ACOSS's internal control system related to the collection activity of CSG and CRDS. We reviewed its certification report of the general social security system accounts for the fiscal year 2024, issued on May 15, 2025. The various elements obtained show that the reliability of the internal control system in the process of collecting and redistributing the CSG and the CRDS for replacement revenues, assets, and investments is not sufficient to obtain a reasonable level of assurance regarding the absence of significant misstatement in this context.

In view of the above, we are not in position to express an opinion on the absence of material misstatement of the half-yearly accounts for the following items:

- **Balance sheet - Assets:**

Receivables (€643.38m) and impairment of receivables (- €501.98m),
Deferred revenues (€1,536.14m).

- **Balance sheet - Liabilities:**

Provisions for risk (€69.46m).

- **Income statement – Income:**

Other operating income CSG and CRDS (€8,300.61m).

- **Income statement – Expenses:**

Other operating expenses (€75.61m).”



This Supplement to the Base Prospectus has been approved on 3 November 2025 by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129.

The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129. Such approval does not imply verification of the accuracy of this information by the AMF.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer described in this Supplement.

This Supplement to the Base Prospectus obtained the following approval number: 25-420.